

Faire pression sur Israël pour Susiya et suspendre le traité UE-Israël, affirme un groupe de députés du Parlement européen

Description

Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine (ECCP) à?? 22 juillet 2015

[susiya](#)

Un groupe de 21 membres du Parlement européen a adressé une lettre en urgence à la chef de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini, à propos du projet d'Israël de démolir le village palestinien de Khirbet Susiya.

Khirbet Susiya se trouve sous la menace imminente de sa démolition par Israël depuis mai, quand la Haute Cour israélienne a donné son accord pour la démolition des maisons et tentes des villageois, et pour la relocalisation possible des quelque 300 habitants bidouins.

« Il y a environ 340 hommes, femmes et enfants dans le village, et 80 constructions à Susiya, toutes avec une ordonnance de démolition en instance contre elles. La démolition de 37 d'entre elles est imminente, notamment des maisons, dont 22 ont été financées par l'UE, comprenant un centre médical subventionné par le gouvernement italien. La Cour israélienne a refusé de rendre une ordonnance provisoire suspendant l'exécution de la démolition jusqu'à ce que la Cour entende le débat sur le recours déposé par le village pour obtenir l'autorisation (pour son projet). Cette situation est inacceptable », déclarent les députés européens.

La lettre a été initiée par la députée Martina Anderson à?? chef de la délégation pour les Relations avec le Conseil législatif palestinien, au Parlement européen.

« Beaucoup des habitants du village palestinien de Susiya sont issus de familles expulsées du site originel du village en 1986 pour laisser la place à un parc archéologique israélien, géré par les colons qui ont installé la colonie juive rivale de Susiya, trois ans plus tard », explique un groupe de députés européens.

« Devant de telles violations continues des droits humains palestiniens, nous vous demandons de suspendre l'accord d'association de l'UE avec Israël. L'accord est fondé sur un respect commun des droits de l'homme et des principes démocratiques, comme explicitement stipulé dans l'article 2 de l'accord. Pourtant, l'autorisation pendant de la démolition des maisons palestiniennes par le gouvernement israélien, de même que plusieurs violations graves des droits humains, constituent des non-respects des engagements d'Israël en vertu de cet article 2 de l'accord. L'UE ne peut continuer à tolérer de telles actions par Israël », soutiennent les députés européens.

En outre, des organisations palestiniennes et israéliennes demandent à l'UE de ne pas laisser les colonies israéliennes tirer profit du pillage, et de limiter la vente de tous les produits des colonies israéliennes en Europe. En particulier, d'interdire l'importation des vins de Carmel, alors que,

comme cela est documenté, certains raisins cultivés par les colons à Susiya sont destinés à l'entreprise vinicole Carmel Winery, qui vend ses produits en Europe.

Vous pouvez trouver [ici](#) la liste des autres entreprises tirant profit du vol de la terre de Susiya.

Lire la lettre des députés européens [ici](#).

Agissez ! [Examinez ici](#) ce qu'il vous est possible de faire.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [ECCP](#)

date créée
2015/07/24